

Promouvoir
les Services
Publics



MANIFESTE DES ÉLUS LOCAUX POUR DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ ÉQUITABLES ET PERFORMANTS

Manifeste adopté et signé le 14 avril 2004, au Sénat par les présidents des associations d'élus locaux

Gérard DELFAU Promouvoir les services publics
Marc CENSI ADCF
Daniel HOEFFEL AMF
Jean-Marie BOCKEL AMGVF
Gérard PELLETIER AMRF
Pierre BOURGUIGNON AMVBF
Pierre JARLIER ANEM
Martin MALVY APVF
Bruno BOURG BROCC FMVM
Albert MAHÉ Fédération des SEM

Nous, élus locaux, légitimes représentants des citoyens, exprimons notre inquiétude face à l'évolution des services publics sur nos territoires et entendons rassembler dans le présent manifeste les principes ayant pour finalité de sécuriser et d'éclairer les décisions à prendre en la matière, dans un contexte national et communautaire du droit des services publics en constante évolution. Au lieu de s'adapter aux besoins des citoyens, aux spécificités de ces territoires et aux évolutions démographiques, les services publics de proximité, qu'ils dépendent de l'État ou des entreprises publiques, vivent une suite ininterrompue de restrictions voire de restructurations, préjudiciables aux populations.

Cette régression de l'exercice quotidien de la solidarité nationale est, par son ampleur, sans précédent et concerne aujourd'hui l'ensemble des services publics de proximité. La liste des services mis en cause ou menacés de l'être ne cesse de s'allonger.

Il est dès lors indispensable de préserver l'égalité des citoyens dans l'exercice de leurs droits fondamentaux reconnus par la Constitution, notamment le droit à la santé, à l'éducation, au logement, à la sécurité, aux transports, aux communications, à l'eau et à l'assainissement, au traitement des déchets ...

Il s'agit aussi du droit de chaque individu d'accéder aux ressources naturelles et technologiques nécessaires à son développement, mais également à des conditions de vie sociale suffisantes à son épanouissement.

Les services publics et services au public sont indispensables à la cohésion nationale, et l'on ne peut pas évoquer la décentralisation, l'aménagement du territoire, sans traiter de la qualité et de l'accessibilité des services publics de proximité.

D'une manière générale, les élus locaux ne sont pas opposés à une évolution des services publics ni à la modernisation de leur fonctionnement. Il ne s'agit évidemment pas de figer la situation dans son état antérieur, ni de s'accrocher à un *statu quo*, mais d'accompagner les évolutions structurelles des services publics par un pilotage partenarial.

UN PROJET GLOBAL, DES PRINCIPES FONDAMENTAUX À RESPECTER

1 POUR UNE CONCERTATION VÉRITABLE, EN AMONT DE TOUTE DÉCISION

Parce qu'il ne saurait être question de transiger en matière de services publics, les élus ne veulent plus de concertation "alibi", simple séance d'information sur des décisions prises sans eux. Ils doivent pouvoir délibérer effectivement avec les responsables des services sur la politique à mener sur le territoire qu'ils représentent, comme avec tous les autres partenaires et acteurs locaux de la vie sociale et économique.

La situation et la qualité des services sur le territoire sont très diverses, voire inégales. Il faut prendre en compte ces différences. Une évaluation locale, sur le terrain, doit être conduite pour que des réponses ajustées aux besoins réels des populations locales soient apportées avec un maillage négocié des services indispensables, et le libre choix des élus quant au mode de gestion des services jugés nécessaires.

2 POUR UNE APPROCHE GLOBALE DE CHAQUE TERRITOIRE

Face à la multiplication des fermetures ou des restructurations de services publics touchant certaines collectivités, notamment en milieu rural, l'État doit veiller à favoriser une approche globale dans la répartition de ces services sur l'ensemble du territoire, afin de mieux répartir les efforts de modernisation et de ne pas mettre en cause irrémédiablement l'attractivité d'un territoire donné.

Pour tous les territoires, la qualité des services publics exige une proximité géographique indispensable pour maintenir l'égalité des citoyens face à leurs droits fondamentaux.

3 POUR UNE ACCESSIBILITÉ ADAPTÉE A CHAQUE TERRITOIRE

Il faut aussi adapter l'accessibilité des services publics à la qualité qu'il est nécessaire d'apporter aux usagers. Tous les services ne peuvent être présents partout, surtout dans les zones très peu peuplées. Il faut donc développer les réponses en réseaux, les établissements multi-services, établir des priorités claires et précises.

Le renforcement du rôle des *maisons de services publics* est capital, s'il aboutit non à une simple concentration de services sur un même lieu, mais à l'instauration par la polyvalence d'un vrai guichet unique, qui permettra un réel gain dans la qualité du service offert au citoyen.

Dans les quartiers urbains en difficulté, autant que dans les campagnes isolées, les services publics de proximité sont un des outils indispensables au maintien du lien social.

4 POUR UN FINANCEMENT ÉQUITABLE DES SERVICES PUBLICS

La présence et la modernisation des services publics sont un choix politique qui représente un coût auquel chacun doit contribuer. Il faut sortir de l'ambiguïté qui consiste à exiger de certaines entreprises un service non rentable tout en leur demandant d'assumer les contraintes du marché.

Toute entreprise intervenant sur un marché ouvert à la concurrence doit, lorsqu'elle ne participe pas directement aux exigences du service public, contribuer à leur financement.

5 POUR UNE APPROCHE EUROPÉENNE DES SERVICES PUBLICS

Aujourd'hui la question de l'avenir des services publics nationaux et locaux, de leur rôle économique et de leur impact en terme d'aménagement du territoire dépend fortement du cadre juridique communautaire, notamment du droit de la concurrence.

Si l'ouverture à la concurrence et la mise en place du marché unique ont souvent permis de renforcer l'offre de service proposée aux citoyens et de favoriser les échanges sur le territoire européen, il importe de prendre en considération le développement d'un droit des services publics universels au niveau européen.

La future Constitution européenne, mais aussi le droit des services publics découlant des traités de l'Union, doivent permettre de reconnaître et de garantir l'existence d'un service public universel européen dont la mise en œuvre relève des États et des acteurs publics locaux. Cela signifie en particulier la reconnaissance et la prise en considération au niveau européen des spécificités territoriales, pouvant justifier des traitements différenciés dans l'organisation des services publics. L'élaboration d'une directive cadre sur les services publics universels d'intérêt général et d'intérêt économique doit également accompagner l'ouverture progressive à la concurrence des réseaux et des infrastructures.

LES SERVICES PUBLICS FONDAMENTAUX

1 SANTÉ

L'égal accès à la santé est un droit essentiel qu'il revient à l'Etat de garantir. Or, nous vivons une véritable crise de la présence des praticiens, des petits établissements hospitaliers, et des urgences ainsi que des plateaux techniques multi-disciplinaires.

Il faut rapidement établir un dialogue entre les Caisses d'assurance maladie, les responsables du système hospitalier, les professionnels de la santé et les élus pour trouver, globalement et territoire par territoire, les solutions les mieux adaptées : assouplissement des *numerus clausus*, incitation à l'installation en milieu rural, aide à la création de maisons médicales, abaissement des seuils d'ouverture de pharmacies.

Les structures sanitaires de proximité doivent permettre de répondre aux urgences en offrant des temps d'accès réduits et remplir de multiples missions de santé publique (prévention, soins généraux, soins de suite, prise en charge des populations en voie de paupérisation...).

Les élus locaux rappellent enfin que les *agences régionales d'hospitalisation* doivent intégrer davantage dans leurs décisions les critères géographiques et sanitaires et non plus seulement des données comptables et mettre enfin en œuvre une véritable politique de concertation.

2 ÉDUCATION

L'école est plébiscitée par les citoyens comme un des services publics les plus fondamentaux. En tant que facteur d'ancrage des populations locales à leurs territoires, elle constitue un outil majeur d'aménagement du territoire.

L'État doit garantir les conditions d'égal accès de chaque enfant, en âge d'être scolarisé, à l'éducation et à la réussite scolaire. Ce principe constitutionnel destiné à offrir à tous une sécurité matérielle par un niveau suffisant d'instruction, doit guider les décisions d'implantation géographique des écoles, des collèges, des lycées, mais aussi des structures d'enseignement supérieur.

La mise en réseau des écoles ne pourra constituer une réponse adaptée à l'exigence actuelle d'une offre pédagogique de qualité que si elle respecte la proximité du service public de l'éducation par le maintien d'un nombre optimal d'implantations scolaires.

3 SÉCURITÉ

Même si les moyens budgétaires alloués aux services de police et de gendarmerie ont été globalement accrus, le maintien des effectifs de sécurité n'est pas toujours garanti en zones rurales.

Si des aménagements dans la répartition des effectifs sont nécessaires, il faut répondre à ces difficultés par des solutions locales. Il n'est plus question de considérer que les besoins du milieu rural ne présentent pas le même degré d'importance qu'ailleurs. Il suffit de constater la montée en puissance de la délinquance plus rapide ces dernières années dans les communes rurales et péri-urbaines.

Pour gagner en cohérence, la réforme de l'organisation de la sécurité intérieure doit, plus que jamais, se faire en concertation avec les collectivités locales concernées.

Les redéploiements d'effectifs doivent garantir au minimum un maintien des effectifs de sécurité sur un territoire donné et tenir compte des missions spécifiquement assumées par la police ou par la gendarmerie.

4 MOBILITÉ ET TRANSPORTS

L'égal accès de tous aux services publics ainsi qu'aux services au public n'est possible que si les conditions de déplacement, de mobilité et d'intermodalité sont suffisantes. Les transports publics doivent également permettre d'offrir une alternative crédible aux transports individuels.

Il faut :

- Développer l'intermodalité et l'interopérabilité entre les différents modes de déplacement qu'ils soient routiers, autoroutiers, ferroviaires, maritimes ou aériens,
- Assurer l'entretien et la viabilité des réseaux de circulation par une proximité adaptée des services qui en ont la charge,
- Demander aux entreprises publiques chargées du transport de voyageurs de poursuivre une politique imaginative de "transport à la demande" lorsqu'un vrai recul de la demande de services est constaté dans un territoire,
- Accompagner la régionalisation du transport de voyageurs par les financements nécessaires à la modernisation des infrastructures et du réseau.

SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT

S'agissant de l'implantation des tribunaux, il apparaît essentiel que les cartes judiciaire et administrative répondent aux besoins de proximité de tous, et que les arbitrages, lorsqu'un nouveau découpage territorial est nécessaire, ne se fassent pas toujours dans le sens de la concentration urbaine. Il en va du principe constitutionnel de l'égal accès du citoyen à la Justice.

Pour ce qui est de l'implantation des services déconcentrés indispensables aux collectivités locales et à chaque administré (services préfectoraux et sous-préfectoraux, antennes et centres départementaux d'assiette et du trésor...), les élus locaux tiennent à rappeler que le renforcement des compétences et des moyens humains de ces structures est le corollaire indispensable à une relance efficace de la décentralisation.

Il faut dès lors mettre en œuvre un transfert efficace des personnels relevant de l'État vers ces structures déconcentrées.

Dans le cas de la Banque de France, la plupart des villes concernées par la fermeture d'une succursale, vont assister à la mise en place de bureaux d'accueil et d'information, chargés uniquement d'assurer les services d'accueil aux usagers pour le surendettement, l'accès aux fichiers d'incidents de paiement et le droit au compte.

SERVICE PUBLIC POSTAL

Service de proximité par excellence, le service public postal demeure un élément capital et irremplaçable du maillage territorial.

Il faut donc très rapidement :

- Évaluer le surcoût de la mission de service public demandé à l'opérateur historique et examiner sa compensation par l'Etat plutôt que par les communes ou les groupements de communes quand elles sont mises devant le fait accompli.
- Assurer la présence de bureaux avec le maintien d'une polyvalence des services et des personnels.
- Maintenir l'unité de l'entreprise en lui permettant de mutualiser les résultats de son activité courrier et de ses futures activités financières.

ÉNERGIE

L'ouverture prochaine du marché de l'énergie pose aux collectivités locales une série de questions sans réponse immédiate, en particulier sur les conséquences de cette ouverture sur le transport, la distribution, la fourniture d'énergie.

Les élus ont cependant des attentes bien précises sur ce sujet. Il faut :

- Garantir une réelle péréquation tarifaire entre les territoires. Ils veulent s'assurer que la concurrence ne signifiera pas baisse des prix dans les grandes collectivités fortement urbanisées et augmentation des prix dans les collectivités plus modestes ou isolées,
- Préserver la réactivité humaine et logistique de l'opérateur historique afin d'apporter des réponses rapides et adaptées aux calamités naturelles. Cette réactivité est un élément primordial du service public,
- Garantir la continuité du service et de l'approvisionnement énergétique sur l'ensemble du territoire.

TÉLÉPHONIE MOBILE ET HAUT DÉBIT

Tout comme les citoyens, les entreprises et l'ensemble des acteurs locaux, les élus des collectivités locales sont attachés à mettre fin à la double fracture sociale et géographique qui marque le retard d'équipement de certains territoires.

L'accès de tous à la téléphonie mobile et le développement des infrastructures haut débit et très haut débit doivent être renforcés.

Il faut que la couverture en téléphonie mobile de l'ensemble du territoire et en particulier des zones non rentables soit assurée rapidement par une péréquation des coûts. L'itinérance locale, inscrite dans la loi sur l'économie numérique, doit être désormais une composante fondamentale de l'aménagement numérique du territoire.

Il faut favoriser l'accès public à l'Internet, la formation des agents de l'Etat et le développement de l'accès aux services dans les lieux de service public ne font pas l'objet d'un plan global. À cet égard, la faiblesse des aides publiques nationales à l'investissement et au fonctionnement conduit à la fermeture d'un nombre croissant d'espaces publics multimédia.

Nous demandons également la mise en œuvre effective du dispositif de soutien aux projets territoriaux décidés lors des derniers CIADT (création de centres de ressources, aides publiques pour les zones urbaines sensibles et les territoires isolés, aides à l'emploi d'animateurs et de médiateurs des espaces multimédia...).

CONCLUSION

Par le présent manifeste, nous n'entendons ni dresser une liste exhaustive des services publics essentiels à maintenir sur l'ensemble du territoire, ni nous inscrire dans une logique de conservatisme et d'hostilité à toute réforme.

Soucieux de nous adapter aux exigences croissantes des citoyens, et à celles, non moins pressantes, de la compétitivité économique, notre volonté est d'interpeller l'Etat et tous les prestataires de service public, afin de leur réaffirmer les principes d'organisation, de fonctionnement et de répartition des services publics que nous jugeons indispensables pour la cohésion sociale de la Nation et l'attractivité de tous ses territoires.

Nous entendons également démontrer, par notre action commune, que cette bataille engage tous les territoires, urbains, ruraux ou de montagne, et les élus de toutes sensibilités politiques.

Nous réaffirmons enfin, en direction des citoyens, notre volontarisme en la matière et le refus de toute désespérance.